



Appel à communications

**Syndicalisation et formation
Renouvellement des perspectives et approches comparées
sur le syndicalisme**

**Jeudi 2 et vendredi 3 décembre 2010
CERAPS, Lille 2**

Colloque international de clôture de l'équipe ANR « Formasynd¹ »

L'étude des stratégies de (re)syndicalisation et des changements qu'elles supposent, tant sur le plan organisationnel qu'au niveau des pratiques militantes, fait l'objet d'une abondante littérature dans le monde académique anglo-saxon. Suscités par les démarches volontaristes de « revitalisation » dans lesquelles s'est engagé une partie du monde syndical au cours des années 1990, particulièrement aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, ces travaux ont largement déplacé la focale d'analyse. Cessant de questionner les facteurs de crise du syndicalisme, ils interrogent davantage les stratégies de recrutement et les pratiques d'implantation, notamment dans des secteurs d'activité fortement précarisés. Les études portent également sur les politiques de renouvellement des cadres de l'organisation *via* la promotion de salariés issus de groupes ou de « minorités » peu représentés au sein des appareils syndicaux². De la sorte, autour de cette redécouverte de l'objet syndical s'est engagé un dialogue fécond entre des traditions de recherche jusqu'alors relativement cloisonnées (relations professionnelles et sciences du travail, sociologie des organisations, science politique et sociologie des mouvements sociaux, sciences de l'éducation...).

Alors que ces recherches sont très répandues aux Etats-Unis et dans certains pays d'Europe, structurant de nouveaux espaces de rencontres et de coopération entre universitaires et syndicalistes et contribuant à une forme de circulation internationale du modèle de l'« *organizing* » dans les pays anglo-saxons³, elles ont été peu discutées en France. Pourtant des expériences sont menées au sein du syndicalisme français pour tenter d'accroître son implantation. On peut penser par exemple à la définition, dès les années 1990, d'une politique de professionnalisation de « développeurs » au sein de la CFDT ou, de façon plus récente, aux débats relatifs à la réforme des structures au sein de la CGT. De surcroît, la récente réforme des règles de la représentativité syndicale a pu être appréhendée comme une forme d'injonction externe au redéploiement syndical. Pourtant, ces pratiques et ces enjeux n'ont été que rarement appréhendés à partir de grilles de lecture permettant d'établir des comparaisons, par-delà les différences de cadres juridiques et de systèmes de relations professionnelles.

L'un des objectifs de ce colloque international consiste précisément à décloisonner les travaux sur le syndicalisme en favorisant la mise en commun et la discussion d'un certain nombre d'outils

¹ ANR Formasynd : La formation syndicale. Socialisation et apprentissages militants dans les organisations syndicales de salariés en France (CERAPS, Lille 2), financée par l'Agence nationale de la recherche

² Parmi d'autres travaux : Lowell Turner, Harry C. Katz et Richard W. Hurd, *Rekindling the Movement : Labor's Quest for Relevance in the 21st Century*, Ithaca, Cornell University Press, 2001.

³ Edmund Heery et al., « Organizing Unionism Comes to the UK », *Employee Relations*, 22, 1, 2000; Carola Frege, John Kelly, eds, *Varieties of Unionism : Strategies for Union Revitalization in a Globalizing Economy*, Oxford, Oxford University Press, 2004.

d'analyse, s'inscrivant dans des disciplines différentes. Venant en prolongement d'un programme de recherche collectif centré sur la formation syndicale et financé dans le cadre de l'Agence Nationale de la Recherche, ce colloque se propose de questionner la place prise par les dispositifs de formation dans les stratégies de « resyndicalisation » et de « revitalisation » des organisations syndicales.

Il s'agit d'appréhender la formation syndicale comme un observatoire privilégié du changement dans les organisations. Le rôle dévolu à la formation dans les stratégies de syndicalisation est d'autant plus important que les stratégies de revitalisation reposent souvent sur l'hypothèse d'un nécessaire changement de « culture syndicale ». En outre, la circulation internationale du thème de la « formation tout au long de la vie », les débats autour de l'avènement d'une « économie de la connaissance » ou d'un « capitalisme cognitif » consacrent, bien au-delà de la sphère syndicale, une valeur nouvelle aux activités d'éducation et de formation. La formation n'est pas seulement une préoccupation organisationnelle : elle est constituée comme une ressource centrale dans les parcours des individus.

L'objectif est ainsi de comprendre, au travers des activités de formation, la façon dont sont pensés le rapport aux adhérents, la sélection des futurs responsables, mais aussi des enjeux comme la démocratisation interne ou encore la professionnalisation des parcours syndicaux. Visant à instaurer un dialogue entre chercheurs français et étrangers, les communications pourront porter sur des organisations syndicales variées aussi bien sur le plan de l'implantation et du périmètre géographique qu'au niveau des secteurs d'activité. Elles pourront également concerner des associations qui ont investi la sphère du travail pour organiser et former les salariés. Elles devront mettre au cœur de leur argumentation les matériaux empiriques mobilisés, qu'il s'agisse de données « qualitatives » ou « quantitatives ».

Les communications devront s'inscrire dans trois axes principaux de réflexion. L'un porte sur la construction et la mise en œuvre de dispositifs de formation dans lesquels les enjeux de la syndicalisation, et plus largement de la diversification des publics-cible du syndicalisme, sont posés. Le second interroge les usages individuels et collectifs qui peuvent être faits de ces formations. Le troisième oriente le regard sur la circulation des savoirs entre les organisations syndicales et d'autres champs de réflexion sur le salariat, le travail et les relations professionnelles.

Premier axe : Constructions de dispositifs de formation et stratégies de syndicalisation

La baisse des effectifs des organisations syndicales, en partie liée aux transformations du salariat et des formes d'emploi et à la crise de leurs idéologies de référence, témoigne d'une remise en cause du syndicalisme. L'effet croisé de ces processus accroît la nécessité de la formation militante. Les activités de formation en général sont dès lors considérées comme une priorité pour l'avenir du syndicalisme, sans d'ailleurs que les pratiques soient toujours en adéquation avec ces discours volontaristes. Dans la vaste gamme de formations proposées aux adhérents, il s'agira ici de focaliser l'attention sur celles qui intègrent à leur programme, explicitement ou non, les enjeux et les pratiques de syndicalisation. On s'intéressera également aux formations destinées à attirer et fidéliser de nouveaux profils d'adhérents (jeunes, femmes, LGBT, minorités ethniques). Cette perspective implique de considérer également la formation comme un possible « service » offert aux individus, remettant en cause la frontière progressivement établie – du moins en France – entre formations syndicale et professionnelle.

Différentes questions serviront de fils directeurs. Comment rendre compte de la genèse de ces enjeux dans les formations ? Quelles sont les pratiques qui y sont prescrites ou proscrites et comment sont-elles justifiées, légitimées ou disputées ? Quels types de savoirs sont utilisés pour théoriser les « bonnes pratiques » en termes de syndicalisation ou d'organisation du travail syndical ? Comment les organisations tentent-elles de légitimer et d'outiller cet objectif de syndicalisation ? Une des hypothèses que nous voudrions explorer tient à la porosité des frontières entre les mondes syndicaux et d'autres univers sociaux comme des réseaux académiques, le monde associatif ou les mondes de l'entreprise privée. La mise en place de dispositifs tels que, en France, la Validation des acquis de l'expérience, conduit-elle par exemple à de nouveaux partenariats entre les syndicalistes, le monde universitaire et le monde de l'entreprise ?

Il ne s'agit pas d'entériner *a priori* l'existence de processus de « managérialisation » du syndicalisme qui contribueraient à l'euphémisation de la dimension idéologique, mais plutôt d'analyser comment différents types de registres argumentatifs coexistent au sein des activités de formation. Par exemple, il

est possible de trouver dans la même formation des outils d'analyse tirés du marketing et du management et des grilles de lecture critiques sur les phénomènes de domination et d'exploitation. De la même façon, il ne s'agira pas de reprendre à notre compte, sans l'interroger davantage, la supposée nouveauté de ces pratiques de syndicalisation. Si de nouveaux concepts ont fait leur apparition dans le monde syndical, on ne peut pour autant en déduire mécaniquement un renouvellement des pratiques. L'étude socio-historique des systèmes d'éducation et de formation peut de ce point de vue permettre d'éviter de tomber dans le piège de l'excès de vitesse interprétatif. Il s'agira de faire le lien entre la reformulation des politiques de syndicalisation et l'évolution des positionnements idéologiques et stratégiques des différents syndicats.

Deuxième axe : Pluralité des usages et des appropriations

Nous voudrions privilégier également une sociologie des acteurs syndicaux et de leur carrière militante. Il s'agira d'interroger le profil et les pratiques des acteurs investis dans ces formations, aussi bien du côté des formateurs et des responsables que du côté des stagiaires, en insistant sur les effets de génération et de contexte. Cela nécessite de concilier l'étude des apprentissages en situation de formation et des apprentissages dans l'action et par les pairs, tant ces dimensions sont imbriquées.

Est-il possible de mesurer des résultats en termes de recrutement, en particulier au sein de groupes sociaux identifiés comme cibles de syndicalisation ? Quelles tensions existent entre les différentes polarités du travail syndical, syndicalisation, représentation, négociation et conflictualité ? Peut-on repérer des changements dans les savoir-faire des militants ? Ces questions soulèvent des défis méthodologiques majeurs, notamment pour éviter de postuler une homogénéité des usages et des effets. Comment travailler sur les modes d'appropriations de ces formations, nécessairement pluriels et divers ? Les questionnements méthodologiques auront donc toute leur place dans ce colloque.

L'objectif sera aussi d'étudier les logiques de professionnalisation liées à ces stratégies de redéploiement. Que nous disent-elles de l'univers des syndicalistes et de ses évolutions ? Assiste-t-on à des tentatives de valorisation et de certification de savoirs et de compétences, acquis dans l'activité militante, dans d'autres champs d'activité, notamment professionnels ? Dans quelle mesure des militants formés dans le cadre de mouvements sociaux importent-ils dans le syndicalisme des pratiques considérées comme nouvelles et contribuent à des formes d'hybridation des répertoires d'action et des savoir-faire ?

Troisième axe : Renouvellements thématiques et circulation des savoirs

Le troisième axe porte sur les renouvellements thématiques et la circulation des savoirs. Dans quelle mesure peut-on parler de « renouvellements » ? Comment expliquer la multiplication ces dernières années de formations spécifiques ? A cet égard, certains thèmes, tels que la souffrance au travail ou l'europanisation du syndicalisme pourraient faire l'objet d'investigations. Ici encore, il ne s'agira pas de reprendre à notre compte la supposée nouveauté de ces thèmes, mais de les interroger. Dans cette optique, une approche socio-historique sensible à la genèse de ces thématiques peut être particulièrement heuristique.

Il s'agit d'appréhender ces renouvellements en lien avec les reconfigurations des divers espaces dans lesquels les organisations syndicales évoluent. La question des pratiques et des thématiques précises de formation permet alors d'interroger la relation entre univers syndicaux et non-syndicaux et, ce faisant, de questionner le degré d'autonomie du *curriculum* syndical. Ceci implique par exemple des études sur les « passeurs » et les « traducteurs », leurs profils et trajectoires. Il s'agira également d'aborder le recours renforcé aux experts et à l'expertise en interrogeant les types d'expertise mobilisée, les propriétés des experts sollicités, les réseaux d'expertise activés... Qu'est-ce que ce recours aux experts révèle quant aux reconfigurations syndicales ? Doit-on en conclure à une perte d'emprise des militants syndicaux sur la formation syndicale ?

Ces diverses questions peuvent orienter l'étude de la circulation de savoirs plus ou moins institués en droit, en économie, en sciences de l'éducation ou en sociologie et psychologie du travail entre divers espaces (académique, administratifs, associatifs, syndicaux...) et les usages contrastés de ces savoirs par les militants syndicaux.

Les propositions de communication d'une longueur maximum de 5000 signes ou 1000 mots rédigées en français ou en anglais sont à adresser aux organisateurs avant le **1^{er} mai 2010** à l'adresse mail suivante : colloque.formasynd@gmail.com.

Y seront mentionnés le titre de la communication, sa problématique et le matériau d'enquête exploité.

La liste des propositions retenues par le comité scientifique sera communiquée le **10 juin**.

La version finale des communications devra être envoyée avant le **15 octobre 2010**.

Le colloque se tiendra les 2 et 3 décembre 2010.

Comité d'organisation

Sophie Bérout (*Triangle, Lyon 2*), Jean-Gabriel Contamin (*CERAPS, Lille 2*), Paula Cristofalo (*GTM, Paris X Nanterre*), Corinne Delmas (*CERAPS, Lille 2*), Nathalie Ethuin (*CERAPS, Lille 2*), Cécile Guillaume (*Clersé, Lille 1*), Hélène Michel (*GSPE-PRISME Strasbourg*), Anne-Catherine Wagner (*Laboratoire Georges Friedmann, Paris 1*), Karel Yon (*CERAPS, Lille 2*)

Comité scientifique

Sophie Bérout (*Triangle, Lyon 2*), Kate Bronfenbrenner (sous réserve) (*Industrial and Labor Relations School, Cornell University*), Jean-Gabriel Contamin (*CERAPS, Lille 2*), Paula Cristofalo (*GTM, Paris X Nanterre*), Corinne Delmas (*CERAPS, Lille 2*), Nathalie Ethuin (*CERAPS, Lille 2*), Mona-Josée Gagnon (*CRIMT, Université de Montréal*), Corinne Gobin (*Institut de sociologie, Université libre de Bruxelles*), Cécile Guillaume (*Clersé, Lille 1*), Rebecca Gumbrell-McCormick (*University of London*), Richard Hyman (*London School of Economics*), Gill Kirton (*School of business and management, Queen Mary, University of London*), Hélène Michel (*GSPE-PRISME Strasbourg*), Susan Milner (*European Research Institute, University of Bath*), Jérôme Pelisse (*IDHE, ENS Cachan*), Maud Simonet (*IDHE, Paris X Nanterre*), Anne-Catherine Wagner (*CSE-CESSP, Paris 1*), Karel Yon (*CERAPS/Triangle, Lille 2*)

Call for papers

Unionization and training. New perspectives and compared approaches on unionism.

Final conference of the ANR research programme « Formasynd »

A considerable body of anglo-saxon literature deals with the strategies of (re)unionization and the consecutive changes in organization as well as in activists' practices. Inspired by the resolute strategies of « revitalization » implemented by some fractions of the trade unions' sphere, especially in GB and in the US, research has introduced new analysis perspectives. No longer trying to account for the crisis of unionism, it much rather focuses on recruitment and establishment strategies, especially in the sectors most affected by the casualization of labor. These studies also address the policies aiming to renew organization officers through the promotion of workers belonging to groups or « minorities » that are poorly represented within unions' apparatuses. The renewal of approaches to unionism has favored fruitful dialogues between research traditions that had been rather compartmentalized so far (employment relations, sociology of labor, sociology of organizations, political science, sociology of mobilization, educational studies,...).

While such studies have become common in the US and in some European countries, along with the development of new forms of cooperation between academics and unionists and supporting the international spreading of the « organizing » model in the anglo-saxon world, they haven't been much discussed in France yet. Still, some French organizations have been making efforts to strengthen union establishment and density. Development specialists have been promoted within the CFDT since the 1990's, while restructuring has been debated lately among the CGT. The recent reform of the rules framing union representativeness can also be interpreted as an external incentive to the re-organization

of trade unions. Yet, such issues have seldom been addressed using analysis frameworks enabling comparisons beyond the differences in legal forms and employment relations.

The conference aims to bring together and to discuss analysis tools that come from various research traditions and academic disciplines. In line with a collective research program funded by the National Agency for Research (ANR) and focusing on training practices in trade unions, the conference aims to question the very role of training systems in the « re-unionization » and « revitalization » strategies implemented by trade unions.

We consider the study of training in trade unions as a promising insight into change processes within organizations. The role devoted to training appears all the more crucial since revitalization strategies often postulate the need for a change in « union culture ». More generally, education and training activities are currently being given a whole new value, as illustrated by the world-wide spreading of the notion of « life-long training », or by the discussions about the « knowledge economy » or « cognitive capitalism ». Training is not only an organizational matter : it is a defining resource in individuals' careers.

The study of training systems is expected to provide some understanding of trade-unions' attitudes regarding the relationships with members, the selection of future officers, as well as issues such as internal democratization or specialization in unionists' careers. Papers may consider various kinds of organizations, regarding establishment and membership, geographical areas and labor sectors. They may also deal with other organizations (e.g. associations) entering the labor sphere in order to provide organizing and training for employees. Empirical data, either « qualitative » or « quantitative », should be at the core of the presentations.

We welcome papers on the following themes :

Theme 1 : The construction of training systems and unionization strategies

The drop in union membership is an indication of the challenging of unionism. The combination of processes such as the transformations of employment, of labor forms, the crisis of reference ideologies, has reinforced the need for members' training. More generally, training is considered as crucial to the future of unionism, although actual practices may not always be as resolute as rhetorics.

Among the array of training courses being offered to members, we will focus on those the programmes of which address, explicitly or not, the issues of unionization. We will also consider the training courses designed to secure new types of members (young people, women, LGBT persons, ethnic minorities). In this perspective, training may be viewed as a « service » being offered to individuals, thus blurring the distinction (that had been progressively established, at least in France) between union training and vocational training.

We will try and follow various questioning threads. How can we explain the emergence of such issues in training ? What kind of practices are being encouraged or prohibited, with what kind of justifications, legitimizations or disputes ? What sorts of knowledge are used in the conceptualization of « good practices » regarding unionization or the organization of union work ? How do trade unions try to justify and to implement the strategy of unionization? One of our core hypotheses is that of the porosity of the limits of the unions' sphere to other social spheres, such as academic networks, associations and private firms. Does the setting up of systems such as, in France, the *Validation des acquis de l'expérience* lead to new forms of partnership between unionists, scholars and firms ?

We will not take for granted the idea of the « managerialization » of unionism, supposedly explaining the attenuation of ideology. We are more interested in analyzing the co-existence, among training systems, of different kinds of argumentative and theoretical framings. For example, the same training course can mix conceptual frameworks inspired by marketing and management with critical thinking on domination and exploitation. We will also question the so-called newness of unionization practices. The flourishing of new concepts within the trade unions' sphere may indeed not automatically be mistaken for an actual renewal of practices. A socio-historical scrutiny of education and training systems may therefore be a deterrent to excessively fast interpretations. We will try to identify the

links between the reformulation of unionization policies and the evolution of the ideological landmarks and strategies of the various trade-unions.

Theme 2 : Varieties of uses

We intend to favor a sociology of union members and of their careers. We wish to investigate the characteristics and practices of those who get involved in training, including officers, tutors and trainees, with a particular attention to factors such as generation and context. This implies to consider altogether learning through training courses as well as in-action learning and learning from peers, since all dimensions are interwoven.

Can we measure some impact on recruitment, especially in the demographic groups who are particularly targeted ? What kinds of tensions exist between the various dimensions of union work (unionization, representation, bargaining, conflict) ? Can we identify changes in members' skills ? These questions raise major methodological challenges, one being not to postulate the homogeneity of uses and effects. How can we study the necessarily diverse uses of training ? Methodological issues will thus be crucial in the conference.

Another aim will be to study the patterns of professionalization related to re-organization strategies. Are there any attempts at promoting and certificating knowledge and skills that have been acquired through activism or in other fields (especially at work). Do activists who have been trained during mobilizations bring new practices into unionism, inducing the hybridization of repertoires and skills ?

Theme 3 : Issue renewal and the circulation of knowledge

To what extent is the notion of « renewal » relevant ? How can we explain the increase in the provision of specific training courses in the recent years ? Issues such as suffering at work or the europeanization of unionism could be investigated, without taking for granted their so-called newness. In this respect, a socio-historical analysis of the emergence of such issues appears promising.

Renewal should be analysed in line with the transformations of the various social spheres in which unions operate. Observing training practices and the issues dealt with in the courses is a way to analyse the relations between the union sphere and other spheres and, consequently, to question the autonomy of the union *curriculum*. This implies to scrutinize the characteristics and careers of individuals acting as « middlemen » or brokers and operating passages and exchanges between the union sphere and others. We also wish to account for the increasing involvement of experts and to determine what this reveals about the transformations of unions. What kind of expertise is enlisted ? What are the characteristics of the experts ? What expertise networks are activated ? Does the increasing presence of experts imply that union activists are losing their hold on union training ?

These questions are an invitation to study how pieces of mainstream knowledge in law, economics, educational studies, sociology or labor psychology spread through various spheres (academic, bureaucratic, union, ...) and how differently union activists may use them.

Paper submissions (5000 signs or 1000 words), in French or in English, must be sent before 1st May 2010 to the following address : colloque.formasynd@gmail.com

They should include the paper's title, its argument, and a description of empirical data.

The list of accepted papers will be released on 10 June 2010.

Conference papers are expected before 15 October 2010.

The conference will take place on 2 and 3 December 2010 in Lille, North of France.